

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Ces grèves que nous aurions gagnées

Miguel Amorós

Miguel Amorós
Ces grèves que nous aurions gagnées
décembre 1997

Consulté le 3 août 2026 de sniadecky.wordpress.com/2013/03/01/amoros-greve/
Texte original en espagnol : “Las huelgas que cuentan que ganamos”

fr.anarchistlibraries.net

décembre 1997

« Les victoires sur les Barbares appellent des hymnes,
les victoires sur les Grecs, des plaintes. »
Gorgias

Les grèves générales de ces derniers temps, comme celle de décembre 1995 en France, font-elles partie d'une révolte contre la mondialisation ou sont-elles la preuve visible de la volatilisation – on dirait aujourd'hui virtualisation – de la lutte des classes ? Avant de répondre à cette question, nous voudrions signaler un fait qui attire l'attention dans cette grève et dans d'autres : la totale normalité qui suit, dès le lendemain. Il semble qu'il en est de la grève comme des sorcières : on ne la voit nulle part, mais à force de dire qu'elle a existé, elle a existé.

Ni discussions, ni processus nouveaux d'organisation, ni luttes qui la prolongent, rien qui montre une progression de la conscience de ses acteurs. C'est ce qui nous pousse à penser que ce ne sont pas de vraies grèves, ou plutôt qu'elles ont fini par ne pas l'être, car des grèves authentiques, des grèves d'autrefois, il n'y en a plus. Un observateur des grèves générales espagnoles, qui sont du pur théâtre, n'aurait rien à objecter. La question est ailleurs. Comment pourrait-il exister des grèves ouvrières actuellement, si la classe ouvrière n'existe plus, si les ouvriers n'existent plus en tant que classe sociale spécifique ? Ceux qui tentent d'expliquer le présent avec des concepts applicables seulement à la réalité passée militent pour la confusion et profitent au maintien de l'ordre. C'est comme si quelqu'un s'obstinait à jouer aux échecs alors qu'on lui a changé et l'échiquier et les pièces. On nous parlera du côté spontané et autonome des mouvements de base, d'un certain radicalisme, de certaines assemblées... mais tout cela est sans importance, reste sur le terrain du travail, autant dire syndical, s'autolimite nécessairement, et entre en compétition inégale avec les syndicats, pour finir par dégénérer en un autre syndicat ou disparaître. Cela n'arrive même pas à créer l'illusion d'un vrai mouvement ouvrier, en marge des centrales syndicales. Aujourd'hui, la condition de salarié est généralisée et, en ce sens, à peu près tout le monde est ouvrier, exploité, dirigé, dépossédé ou pollué, mais cela ne veut pas dire que l'on fasse partie d'un sujet historique ou d'une classe, qui aurait une prédisposition particulière pour la révolution, une mission historique déterminée, ou un destin. Chacun est seulement un de ceux qui « peuvent voter mais non choisir » comme dit J. Estefania (cadre supérieur au journal *El Pais*). Il reste, c'est vrai, une classe résiduelle, liée à l'ancienne production industrielle, c'est-à-dire à la période capitaliste précédente, mais elle est en net processus de mise à la retraite. C'est elle qu'on nous montre

encore, chantant L'Internationale dans les pathétiques défilés du 1er mai. Bref, une antiquité d'avant la mondialisation.

D'après les manuels, la mondialisation est « cette étape du capitalisme au cours de laquelle les économies nationales s'intègrent de manière progressive dans le cadre de l'économie internationale, de manière à ce que leur évolution dépende toujours plus des marchés internationaux et moins des politiques économiques gouvernementales », c'est-à-dire celle d'aujourd'hui. Auparavant, elle a été précédée d'une restructuration généralisée de l'industrie – la « reconversion » des années 1980 – et d'une automatisation non moins générale du processus productif, avec pour résultat final l'élimination d'une grande partie des emplois et l'expulsion de la plupart des travailleurs de la périphérie de la production ou directement au chômage. La mondialisation n'a pas vu se lever face à elle un prolétariat international qui s'affronte au capital sur un terrain plus vaste : dans le monde entier. Pour commencer, il faut se demander comment tout cela a pu s'imposer avec aussi peu d'opposition sociale, et éveiller si peu de commentaires et de rumeurs. Il faudrait parler de la dégradation de la conscience qui résulte de l'incapacité du prolétariat à faire sa révolution, de l'échec de ses assauts contre la société de classe et de l'habileté des classes dominantes, qui ont su petit à petit homogénéiser les conditions de travail, c'est-à-dire les rendre pires, et jouant sur les petits privilèges politiques et syndicaux, sans provoquer d'oppositions insurmontables. De telle sorte que le prolétariat a fini par se dissoudre en une masse informe, sans droit et mal payée, de sous-employés, de temporaires et de chômeurs, un simple service domestique de la production, une armée de réserve du travail contre lui-même. En outre, les machines conçues par les experts, échappent au contrôle des travailleurs, de sorte que les arrêts de travail altèrent chaque fois moins une production inutilisable et inabordable ; on peut dire que c'est la fin du prolétariat, que le prolétariat est mort. Et qu'une classe de domestiques est née « dont l'unique occupation est de servir sans objet particulier la personne de son maître et rendre ainsi manifeste la capacité de ce dernier à consommer de manière improductive une grande quantité de services » (Thorstein Veblen). Les salariés actuels sont incapables, du fait de leur situation, de créer un mouvement autonome organisé et les vieux ouvriers et les fonctionnaires ne s'impliqueraient que dans un mouvement corporatiste. Mais on objectera qu'il y a eu réellement des grèves générales. Eh bien non ! Il s'agissait simplement de faire des démonstrations de la capacité de contrôle des appareils syndicaux, parce que le processus d'homogénéisation du travail s'opérait unilatéralement et au détriment de certaines de leurs prérogatives.

position semblable à celle du dissident soviétique dans le système stalinien. La solution définitive dépendra de ce que beaucoup diront non, mais chacun devra commencer seul le chemin.

« Un homme plus doué de raison que ses concitoyens constitue déjà à lui seul une majorité. » (Henry D. Thoreau)

Miguel Amorós, décembre 1997.

social basé sur la condition de salarié. Elle doit être une lutte anti-économie et anti-État. Elle doit être libertaire.

Mais la semaine de 35 heures ou le Sommet Européen de l'Emploi n'ont-ils pas été des acquis directement dus au mouvement de décembre 1995 ? Quand le travail est quasiment un privilège, ceux qui sont soumis à son empire en demandent plus, pas moins. La semaine de trente-cinq heures a été une mesure gouvernementale – pas encore appliquée – contre le chômage, et non la satisfaction d'une revendication exprimée par les salariés, un tiers étant contre. C'est le contrat à temps partiel sous un nom politique, et cela signifie que le clan étatique du parti de l'ordre a triomphé en France. Les partisans de la création d'emplois par l'État ont obtenu une adhésion suffisante des employés et vendent maintenant l'illusion qu'on peut créer du travail dans un système qui fonctionne sur sa suppression. Cette illusion a été baptisée de différents noms : Marchés d'État, Nouveau contrat social, Socialisme de marché, etc. De toute manière, la réduction des horaires ne modifie en rien la condition de dépossédé, de véritable prolétaire, de celui qui est exproprié de tout son temps. Le prolétaire l'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et par conséquent il est toute la sainte journée au service du système. Sa journée réelle de travail est de vingt-quatre heures.

La fin de la lutte des classes n'est pas la fin de l'histoire ; elle offre le paradoxe d'une accélération du processus historique menée à bien par les forces sociales anti-historiques. En moins de deux décennies, les classes, les partis qui prétendaient les représenter et le terrain social lui-même se sont volatilisés. Dans un même mouvement, la société est devenue irrécupérable et la révolte invisible. Cela donne l'impression que l'Histoire se serait arrêtée et que des choses se passeraient sans que rien ne se passe. Mais réellement rien n'arrive, tout ce qui se voit est pure représentation, spectacle, et ce qui se passe en réalité ne se voit pas. Car la condition sine qua non de la réalité dans la société du spectacle, c'est la clandestinité. Les vraies grèves ouvrières commençaient quand elles se terminaient ; en revanche, quand un spectacle est fini, il est bien fini. Jusqu'au prochain.

Le nouveau système s'est mis à produire les typiques individus d'une société de masse, isolée amorphes et manipulables, avec un comportement propre aux êtres en captivité, qui forment une majorité résignée, unifiée grâce au spectacle et où la rébellion est réduite à néant. Il n'y a qu'une manière d'en finir avec lui : être déterminé à s'y opposer, penser que quelque chose de meilleur est possible. Mais c'est une solution avant tout individuelle et, parce qu'elle ne respecte pas les règles du spectacle, criminelle. En ce sens, le rebelle se trouve dans une

La vieille revendication révolutionnaire de l'abolition du travail se réalise contre les travailleurs. La société capitaliste se fondait sur l'exploitation du travail salarié et le travail est ce que l'on fait disparaître, à marche forcée, de la scène. A tel point que du côté du pouvoir on parle de répartir celui qui reste. Des conseillers de Clinton au secteur critique des Commissions Ouvrières, l'idée est de réduire les horaires, de travailler à temps partiel, d'inventer des emplois fictifs, de travailler par périodes alternées, etc. Autant de mesures qui tentent de dissimuler le fait que l'avenir implique la quasi-extinction du travail salarié ce qui, dans les conditions actuelles signifie la paupérisation à court terme de la majeure partie de l'humanité. Toute une sous-classe urbaine est apparue, entassée dans les ghettos, composée de gens qui ne sont plus capables de s'intégrer au marché, les exclus, les marginaux, les authentiques pauvres, rejetés et forcés de rester à la périphérie de l'économie et au centre de l'abondance. Une masse expérimentale pour d'autres types d'économie et de politique destinés à rentabiliser la misère, puisque la misère est venue pour s'installer. Pour la première fois dans l'histoire, les puissants n'ont plus besoin des grandes masses ouvrières pour vivre comme des rois. On regorge de masses. Pour le marché elles sont superflues. D'un autre côté, le travail est la seule valeur de la société moderne, qui est une société de travailleurs. Elle ignore tout autre type d'activité plus élevée et plus significative qui mériterait que pour elle on se libère du travail ; et il n'y a plus aucun groupe social porteur d'autres valeurs à partir duquel pourraient se développer les diverses capacités humaines. « Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire. » (Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, 1958)

Le point le plus faible du marxisme fut l'identification du développement de l'économie avec la révolution prolétarienne. Avec l'automatisation de la production, les principales forces productives sont les machines ; du coup, le prolétariat apparaît comme classe inutile. Il est de moins en moins "capital". Les forces productives et le mode de production cessent d'être en conflit. Ce qui sort de l'usine n'est plus le produit du travail collectif d'un grand nombre d'ouvriers ; personne ne peut dire : « C'est nous qui l'avons fait, donc c'est à nous ». La production perd son caractère social. Aussi, le conflit qui existait au sein de la société entre production sociale et appropriation capitaliste disparaît, ne correspond plus avec l'antagonisme entre travailleurs et patrons, donc n'adopte plus la forme de la lutte des classes. Par conséquent, le "socialisme", quel qu'il soit a cessé d'être « le produit nécessaire de la lutte des classes telle qu'elle

s'est formée historiquement » (F. Engels). Il n'y a pas et il n'y aura pas une crise issue de ce conflit, pour donner le signal à une classe ouvrière de plus en plus évanescence qui, poussée par la nécessité historique subjective, ferait sa révolution et émanciperait la société de ses servitudes.

Avec la mondialisation de l'économie, le marché – c'est-à-dire les pouvoirs économiques transnationaux – gouverne, et le gouvernement gère. Fin de la politique – il n'y a plus de politique que l'économie – et fin de l'État national. Ce qui ne veut pas dire qu'autrefois politique et économie étaient des réalités séparées et indépendantes. Depuis la période keynésienne de l'après-guerre, État et capital avaient agi en symbiose, s'appuyant sur l'existence de marchés nationaux du travail et sur les capitalismes nationaux protégés. Cette fusion qui nécessitait malgré tout la neutralisation des ouvriers, a correspondu avec « l'État providence », « cœur de la civilisation européenne moderne », si l'on en croit le journaliste du Monde diplomatique Ignacio Ramonet : la retraite, l'assurance chômage, le droit à l'éducation, le droit au travail, etc. Et c'est ce cœur que la mondialisation veut arracher en instaurant un marché international du travail et en exigeant un État au rabais, autrement dit un État minimum. Y compris pour les questions d'ordre public que l'on confiera plutôt à des polices privées. Et d'ailleurs, il n'est pas étonnant que devant ce moderne anarchisme capitaliste, ceux qui tenaient leur pouvoir de l'État – les politiques, les syndicalistes et les autres intermédiaires, comme les écologistes ou les ONG – ou qui conservaient un statut de travail moins détérioré, grâce à ses lois – les fonctionnaires ou la vieille classe ouvrière en liquidation, c'est-à-dire les pensionnés – soient entrés dans une profonde nostalgie étatique et défendent sinon un retour aux conditions idylliques de bien-être et de jouissance du pouvoir de la période précédente du capitalisme, la période nationaliste, du moins une mondialisation qui, par le biais d'un État dont ils sont la clientèle, et qu'ils ne désirent pas voir réduit, leur assure pour l'essentiel les mêmes conditions. Mais la fonction de l'État moderne était de défendre les conditions extérieures du mode de production capitaliste précisément contre les offensives ouvrières et non de protéger les ouvriers contre les offensives du mode de production capitaliste. Cette espèce d'aristocratie ouvrière, a, comme on dit, le cul entre deux chaises. Ils sont à la fois ouvriers et actionnaires minoritaires. Ils travaillent et ils se battent contre la dévalorisation de leur seul « capital ». Leurs intérêts sont particuliers, distincts de ceux des autres dépossédés, et c'est pour cela que leur lutte – la lutte syndicale et son étatisme obtus – ne peut pas être la lutte de tous. Si elle se manifestait avec virulence, les autres salariés pourraient la prendre au sérieux, mais pourquoi s'arrête-t-elle dans les

moments culminants ? Pourquoi les sordides arguments de la survie s'imposent-ils ? Des questions auxquelles on pourrait répondre par d'autres questions : que feraient-ils s'ils étaient vainqueurs ? S'ils ne savent ou ne veulent pas répondre, le mieux est de négocier et de se distraire avec des simulacres de combat, et finalement, de se contenter de ce qu'on leur jette.

Autrefois, dans n'importe quelle grève importante, un des aspects qui pré-occupaient le plus les ouvriers conscients c'était celui de l'information, qu'ils organisaient jalousement eux-mêmes, pour contrecarrer la désinformation ou le silence des moyens de communication habituels. Maintenant, par contre, les principaux exécutés de la grève, ses meilleurs défenseurs, ce sont ces mêmes moyens de communication. Leur fonction est restée la même, celle d'escamoter la réalité en offrant un ersatz ; mais si autrefois il s'agissait de dissimuler l'existence de la lutte des classes, aujourd'hui qu'il n'y a plus de prolétariat qui vaille, il s'agit d'en dissimuler l'inexistence. Si autrefois on organisait son invisibilité, maintenant c'est son spectacle que l'on monte. Dans les sociétés où règnent les conditions modernes de production, une grève n'est pas une grève si elle ne passe pas à la télévision. Le tract et le bombage n'ont plus cours. La grève générale n'existe plus qu'en tant que spectacle et son organisation est moins l'affaire des appareils syndicaux que des médias. Ils y appellent, ils la retransmettent, et ils y mettent un point final en éloignant les caméras. Chacun joue son rôle : les leaders sont réalistes, les grévistes responsables, les autorités ouvertes au dialogue, les revendications justes, les consignes modérées, les piquets informatifs, et enfin les incontrôlés lamentables. L'idéal serait que les mobilisations soient couvertes de la même manière, par exemple, que les péripéties de la famille royale. Quand on a réussi à chasser de la réalité toute la population, la réalité la plus réelle c'est le spectacle lui-même.

Après avoir dit tout cela, on peut se demander : alors, les luttes ouvrières sont-elles légitimes ? Vallent-t-elles la peine ? On ne peut rien avoir contre le fait que les luttes continuent, surtout si elles suppriment les intermédiaires et échappent aux traitements médiatiques et aux procédures juridiques. Le problème c'est que la question du travail ne constitue plus le noyau de la question sociale et, par conséquent, les luttes ne conduisent pas nécessairement à la poser : elles ne se dépassent pas elles-mêmes. Il faut considérer le travail salarié comme un effet nocif, au même titre que la pollution, l'alimentation trafiquée, ou l'effet de serre, tellement destructeur qu'il crée même une accoutumance, et toute lutte sur son terrain doit, pour être efficace, être une lutte contre lui, c'est-à-dire qu'elle doit en porter implicitement la critique ainsi que celle du système